Télérama

Le Canard enchaîné

LA SOCIALE
GILLES PERRET

« Dans une France libérée, nous libérerons les Français des angoisses du lendemain. » Ainsi s'exprimait Ambroise Croizat, ministre du Travail communiste du général de Gaulle, et bâtisseur de la Sécurité sociale au lendemain de la guerre. Une figure historique essentielle et pourtant oubliée au profit du haut fonctionnaire Pierre Laroque, le « père » officiel de la Sécu.

Déjà auteur d'un documentaire sur le programme du Conseil national de la Résistance *(Les Jours heureux*, 2013*)*, Gilles Perret continue son travail de mémoire. Il donne la parole à des historiens des institutions sociales, mais aussi à un sinistre et farouche opposant qui voit des rouges partout : son plaidoyer ultralibéral ne vaut pas tripette face à la vigueur militante de Jolfred Fregonara, ouvrier métallurgiste né en 1919, adhérent du Front populaire, et qui continue, à 96 ans, de défendre l'intérêt général.

– ***Jérémie Couston***

| Documentaire français (1h24).

La Sociale

Connaissez-vous Ambroise Croizat ? Non ? C'est bien dommage. Et l'Histoire aussi l'a oublié.

Ouvrier métallo, communiste, cégétiste, député en 1936 puis ministre de De Gaulle en 1945, Ambroise Croizat est le père de la Sécurité sociale. L'homme à qui le Conseil national de la Résistance avait confié la tâche de permettre aux Français de vivre et de travailler sans craindre de mourir à 30 ans. Combattus par les patrons, les médecins libéraux, l'Eglise, par tous ceux qui préfèrent la charité à la solidarité, Croizat et ses camarades ont tenu bon.

Signé Gilles Perret, un doc combatif et revigorant. L'histoire d'une épopée nationale. – **S. Ch.**

Le Monde

La Sécurité sociale auscultée sans modération

Le réalisateur Gilles Perret retrace l'histoire de l'institution, née après la Libération et attaquée désormais de toutes parts

LA SOCIALE

Avec plus de dix documentaires au compteur, trouvant assez régulièrement le chemin des salles, Gilles Perret incarne une certaine singularité dans le paysage du film militant, enraciné qu'il est dans une région, la Savoie, et irradiant depuis ses montagnes des problématiques sociopolitiques intéressant tous les Français. *Ma mondialisation* (2006) proposait ainsi un regard savoyard sur ce phénomène; *Walter, retour en résistance* (2009), une chronique du dévoiement des idéaux de la Résistance à travers une figure locale; *De mémoires d'ouvriers* (2012), une histoire à grands traits du prolétariat savoyard et de son démembrement programmé.

Le réalisateur s'attaque ici à un sujet vital, avec cette histoire, plus engagée que raisonnée, de la Sécurité sociale. La méthode reste la même, donnant le beau rôle à la parole et au témoignage, illustrant le propos par de nombreuses archives filmées. Panel de spécialistes – les sociologues Colette Bec, Emmanuel Pierru ou Bernard Friot, l'historien Michel Etiévent, l'hépatologue et porte-parole du Mouvement de défense de l'hôpital public Anne Gervais – couplé avec ce que l'on pourrait appeler « un grand témoin », personnalité forte crevant l'écran, Jolfred Fregonara, 96 ans, bon pied bon œil et gnaque intacte (nonobstant rattrapé par la Camarde au mois d'août, paix à son âme), syndicaliste CGT et membre du Parti communiste, qui participe dès 1946 à la mise en œuvre de la caisse de sécurité sociale de Haute-Savoie.

Histoire et politique

Le film suit en parallèle deux pistes. Celle de l'Histoire, qui nous rappelle à gros traits d'où vient l'institution, et celle de la politique, qui fait de la protection sociale un terrain de bataille entre deux conceptions antagonistes de la société. Au premier de ces chapitres, le réalisateur mentionne évidemment la Libération comme moment privilégié de la volonté d'établir en France des mesures visant à la justice sociale, évoque le rôle prééminent des communistes dans ces revendications comme dans leur mise en œuvre, remet en lumière la figure du ministre du travail Ambroise Croizat au début de la IVe République. Savoyard d'origine, issu d'une famille de métallos, aide ajusteur à 13 ans, membre de la CGT et du Parti communiste, dont il gravit petit à petit les échelons, c'est cet homme qui conduit, en sept mois – avec l'aide du haut fonctionnaire Pierre Laroque et de la CGT, à pied d'œuvre sur le terrain –, ce bel édifice, apport vital pour des millions de personnes au titre des allocations familiales, de la prise en charge des soins et des caisses de retraite.

Ce rappel historique glisse naturellement vers le débat d'idées et la confrontation politique. Ambroise Croizat lui-même en est un bon exemple. Accompagné par près d'un million de personnes à son enterrement en 1951, il est aujourd'hui une figure rayée de l'Histoire, dont on ne rappelle pas même l'existence à l'école de la Sécurité sociale. L'implosion du Parti communiste et la conquête des esprits par le néolibéralisme y sont pour quelque chose, selon l'auteur de ce film, qui montre comment un patronat affaibli à la Libération par sa collaboration avec l'occupant a su, avec le temps, reconquérir ses acquis. Gilles Perret retrace ainsi le sourd combat par lequel l'assise égalitaire de la Sécurité sociale sera progressivement rognée par des gouvernements convaincus qu'il ne saurait y avoir d'autre progrès qu'économique. Des domaines considérés comme appartenant au bien commun, la santé par exemple, tombent ainsi, en vertu de cette idée libérale du progrès, sous la coupe de la privatisation et de la loi du marché.

Il sera toutefois loisible de reprocher à Gilles Perret d'avoir choisi, pour soutenir ce point de vue, des hommes dont la modération n'est pas le point fort. Le premier, chirurgien-dentiste et créateur d'un mouvement qui prône l'abolition de la Sécurité sociale, tient en effet que la France est, avec Cuba et la Corée du Nord, le dernier pays communiste au monde. Le second, économiste réputé et PDG du groupe de réassurance Scor, martèle devant l'assemblée hilare de l'université d'été du Medef en 2013: *« Il faut préférer l'accumulation à la redistribution, nous devons toujours préférer l'économique au social* (...). *Nous devons soutenir le progrès scientifique plutôt que l'obscurantisme écologique* (...). *Je préfère les fonds de pension aux régimes avec des trous sans fond. »*

François Rebsamen, visiblement, ne connaît pas Ambroise Croizat, l'un des fondateurs de la Sécu

Jolfred Fregonara, 96 ans, bon pied bon œil et gnaque intacte, crève l'écran

Amnésie à gauche

Il y a toutefois plus troublant que cette idéologie de droite, voire d'extrême droite, qui a l'honnêteté d'être épinglée à la boutonnière. Il y a l'oubli par la gauche de ses valeurs et de son histoire. Résumé ici en une surprenante séquence au cours de laquelle l'ex-ministre socialiste du travail François Rebsamen, récupérant son bureau encore occupé par l'équipe de tournage qui vient d'y évoquer le passage d'Ambroise Croizat, accable le réalisateur d'une impatience hautaine lorsque ce dernier lui demande, au débotté, s'il connaît ce prédécesseur à qui l'on doit la Sécurité sociale. Ce n'est visiblement pas le cas, et ce ne serait pas une raison de lui jeter la pierre s'il n'ajoutait à son ignorance une telle indifférence à l'égard de ce qu'il ignore et le mépris de qui la lui révèle. Telle est la force du cinéma, en vertu de laquelle un moment impromptu, saisi sur le vif, délivre parfois une vérité plus profonde qu'il n'y paraît. ■

JACQUES MANDELBAUM

Documentaire français de Gilles Perret (1 h 24).

LES DATES

OCTOBRE 1945
Création du système de Sécurité sociale, reconnaissance du rôle complémentaire des mutuelles.

AOÛT 1967
Réforme Jeanneney: réorganisation du régime général de la Sécurité sociale par la séparation financière des risques dans trois « branches » distinctes: santé (Cnamts), vieillesse (Cnavts), famille (CNAF).

JUILLET 1975
Loi assurant la généralisation à l'ensemble de la population active de l'assurance-vieillesse obligatoire.

DÉCEMBRE 1988
Loi créant le revenu minimum d'insertion (RMI).

JUILLET 1999
Loi créant la couverture maladie universelle (CMU).

l'Humanité
LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

Culture&Savoirs

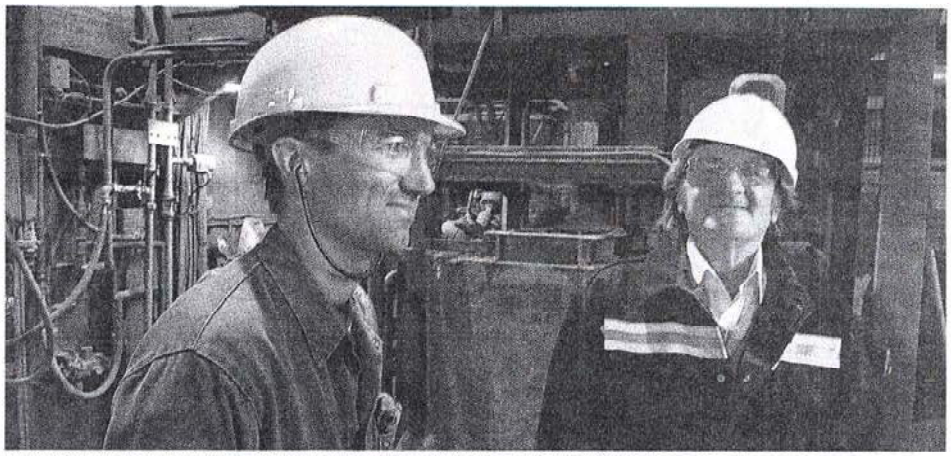
DOCUMENTAIRE

La Sécu, le film qui se bat pour la garder

La Sécurité sociale a 70 ans et fait le quotidien de chacun, pourtant son histoire est mal connue quand elle n'est pas l'objet d'un véritable révisionnisme. Le cinéaste Gilles Perret en restitue le sens et les valeurs issus du Comité national de la Résistance. Œuvre utile.

LA SOCIALE,
de Gilles Perret.
France, 1 h 24.

Un nonagénaire souriant emprunte en voiture une route qui épouse les rives d'un lac. On le sent habitué du trajet. Jolfred Frégonara est selon ses termes *« un des derniers poilus de la Sécu »*. Un piano doux, les feuillages qui ondoient sur le pare-brise accompagnent son récit. L'homme est né en 1919 dans une famille athée. *« Papa était un socialiste révolutionnaire. »* Alors, dès la sortie de l'école de mécanique, direction la Bourse du travail, l'adhésion à la CGT. Défilent en quelques phrases le Front populaire, la guerre qui le contraint à fuir le STO. Il finit par gagner la Haute-Savoie où il intègre une unité combattante de FTP. Nous voici face à une photo à l'émouvant noir et blanc devant laquelle on s'attarde du regard. C'est le 6 septembre 1944, les syndicalistes CGT de la métallurgie d'Annemasse. Un jeune Jolfred y figure qui, deux ans plus tard, en deviendra le secrétaire général et adhérera au PCF. Images précieuses de celui qui nous quittait en août dernier.



L'USINE MÉTALLURGIQUE DE LA LÉCHÈRE (SAVOIE). DANS LE FILM DE GILLES PERRET, MICHEL ETIÉVENT, BIOGRAPHE D'AMBROISE CROIZAT, RACONTE LA VIE D'AVANT LA SÉCURITÉ SOCIALE, LA PEUR DE LA MALADIE OU DE L'ACCIDENT. PHOTO ROUGE PRODUCTIONS

Le témoignage rare et riche d'enseignement de Liliane Croizat

Dans son film précédent, *les Jours heureux*, Gilles Perret revenait sur le programme du Comité national de la Résistance et les ordonnances de 1945 et 1946 qui sont encore au cœur du système social français. L'histoire de la Sécurité sociale reste pourtant largement méconnue quand elle n'est pas l'objet d'un véritable révisionnisme ainsi que *la Sociale* s'emploie à le démontrer. À commencer par celui qui en fut le fondateur, le ministre communiste Ambroise Croizat. Afin de le faire revivre, Gilles Perret convoque l'écrivain et historien Michel Etiévent, d'abord posté au seuil de l'usine métallurgique de La Léchère. Au milieu de la fournaise, les ouvriers en scaphandres accomplissent une geste risquée, comme couverts d'or par les hautes flammes. En sombre contrepoint, Michel Etiévent raconte la vie d'avant la Sécurité sociale. Une existence dans la peur de la maladie, de l'accident qui, à tout instant, pouvaient en briser les fils. La retraite en antichambre de la mort. Lui-même fils d'une femme de ménage qui avait à charge huit enfants, Michel Etiévent rend à Croizat ce qu'il sait lui devoir. Les vacances, le doublement des allocations, puis l'accès aux livres du comité d'entreprise, les bourses scolaires et enfin l'université. *« Croizat*, affirme-t-il, *c'est le droit de vivre. »* Tout son itinéraire sera ressuscité avec le témoignage de sa fille Liliane Croizat.

> **« Croizat, c'est le droit de vivre. »**
> MICHEL ETIÉVENT
> ÉCRIVAIN ET HISTORIEN

Organiser rationnellement une société juste et solidaire

Au sortir de la guerre, la tâche est colossale. Conformément au programme du CNR, le texte instituant le cadre général de la Sécurité sociale est certes adopté, un ministre communiste nommé par le gouvernement du général de Gaulle pour l'appliquer. La CGT a compris l'enjeu. Il s'agit d'organiser en quelques mois un système complet assurant le versement des cotisations « patronales » et le service des prestations dues aux allocataires dans les trois branches : maladie, famille, retraite. Les besoins sociaux sont considérables. Le patronat en grande partie sali dans la collaboration relève la tête. L'Église craint de perdre l'influence qu'elle exerce par le biais de ses associations caritatives. Des caisses de secours locales rechignent. La CFTC fait un pas de côté. À l'instar de Jolfred Frégonara, des syndicalistes CGT travaillent d'arrache-pied dans tous les départements pour bâtir cet immense édifice dans un pays ruiné. Frégo, comme tous le surnomment, restitue inlassablement les rôles respectifs des milliers de militants, d'Ambroise Croizat, du directeur de la Sécurité sociale, haut fonctionnaire gaulliste, Pierre Laroque. Seul ce dernier patronyme baptise l'amphithéâtre de l'École nationale de la Sécurité sociale à Saint-Étienne. Nulle trace de Croizat. À Paris, au ministère du Travail, François Rebsamen, titulaire au moment du tournage, s'énerve à la mention de Croizat et quitte son bureau au pas de l'arrogance à front bas.

Depuis 1946, la Sécurité sociale aura connu nombre d'attaques. Gilles Perret en retrace les grands axes. Il souligne d'une part le fameux *« trou »* qui révèle le refus patronal des cotisations. De l'autre, les appétits de l'assurance privée qui entend *« gérer les risques »* en lieu et place de la Sécu. Le cinéaste convoque historiens et sociologues à l'appui de son système profondément humaniste et efficient. Anne Gervais, hépatologue à l'hôpital Bichat, le démontre au vif des patients. Archives et actualités, actualités et archives... selon Ambroise Croizat, il fallait organiser rationnellement une société juste et solidaire. Pas de liberté sans protection. Pas d'égalité sans solidarité. ■

DOMINIQUE WIDEHANN

VOIR L'ENTRETIEN EN VIDÉO SUR **L'HUMANITÉ.FR**

Alors que *la Sociale* sort en salle son réalisateur, Gilles Perret, insiste sur l'importance de raconter l'histoire oubliée de la Sécurité sociale, de rendre hommage à son vrai fondateur, Ambroise Croizat, et de réhabiliter cette institution efficace et progressiste.

Le Monde

L'AIR DU TEMPS | CHRONIQUE

PAR BENOÎT HOPQUIN

Vive la Sociale !

L'Histoire est bonne pour la santé. Sa piqûre de rappel soulage, revigore, retrempe, même si elle ne guérit pas toujours, ne prévient pas forcément les rechutes. Bien dosée, elle se fait recommandation et même thérapie collective. Ne serait-ce que pour se remémorer que le passé n'est jamais certain et le futur jamais sûr. Que rien n'est écrit à l'avance. Que l'espoir fait vivre, pour dire vite.

Prenons ce 27 mai 1943, tout nimbé de désespoir. Le 48 rue du Four, dans le 6e arrondissement de Paris. Tandis qu'à l'extérieur des guetteurs redoutaient de voir débouler des voitures de la Gestapo ou de la Milice, les représentants des mouvements de Résistance, des syndicats et des partis politiques, gauche et droite confondues, se réunissaient.

Naissait ce jour-là le Conseil national de la Résistance (CNR), sous l'autorité de Jean Moulin. Moins d'un an plus tard, le 15 mars 1944, tandis que la Libération n'était encore qu'une espérance, alors que Jean Moulin et un autre membre de cette première réunion, Roger Coquoin, étaient morts en héros, le CNR adoptait un programme de réformes pour l'après. Il était baptisé avec un bel, un naïf, un forcené optimisme : « Les Jours heureux ».

Le document appelait de ses vœux *« un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail »*. Ce qui fut fait par des ordonnances d'octobre 1945. Leur mise en œuvre s'étendit de 1946 à 1948. Un ministre communiste, Ambroise Croizat, et un haut fonctionnaire gaulliste, Pierre Laroque, en furent les grands artisans. La Sécu était née.

Pourquoi se rappelait-on cela, la semaine passée ? Pourquoi cette envie de relire les magnifiques pages d'*Alias Caracalla*, où Daniel Cordier, le secrétaire de Jean Moulin, faisait revivre ce 27 mai, 48, rue du Four ? Tout simplement parce qu'est discuté ces jours au Parlement le PLFSS. Le PLFSS ? Oui, le PLFSS, le projet de loi de financement de la Sécurité sociale. Ah, le PLFSS, bien sûr, que ne le disiez-vous plus clairement !

Lors de la première discussion du texte par les députés, il ne fut question que de *« trou »*, de *« charges »*, de *« hausse des cotisations »*, de *« gains d'efficience »*. L'idée fut notamment caressée de matraquer l'économie dite *« collaborative »* et les combines de petits malins pour arrondir leurs fins de mois. Il fut ainsi voté une dîme sur les locations d'appartements par Airbnb, mesure qui a fait pleurer dans certaines chaumières. Mais aussi décidé de taxer le louage des voitures, des tondeuses et même des poussettes (amendement n° 591), puisque tout semble se pouvoir louer aujourd'hui, sauf le Bon Dieu.

A lire le compte-rendu fatigué de ces débats, on se disait qu'il y avait loin de la rue du Four au Palais-Bourbon, beaucoup plus loin que les trois stations de métro répertoriées. Entre « Les Jours heureux » et le PLFSS s'étendait un fossé plus large et profond que le trou de l'Assurance-maladie ou des caisses de retraite. Qu'il semble faible le souffle épique de la Libération, ramené à une rude comptabilité. Même si, comme le soldat Ryan, le but est bien de sauver la Sécu.

LA SÉCU ? UNE LUBIE CARICATURÉE EN VAMPIRE SAIGNANT À MORT L'ENTREPRENEUR ET L'ASSURÉ QU'IL SEMBLE FAIBLE, LE SOUFFLE ÉPIQUE DE LA LIBÉRATION, RAMENÉ À UNE RUDE COMPTABILITÉ

La Sécu et, derrière elle, la solidarité, ce pacte nécessaire à toute société humaine. Une belle idée d'hommes pourchassés, de rêveurs debout, devenue pour les Français à la fois aussi vitale et oubliée que la petite carte sans cesse égarée. Une lubie d'êtres en sursis, aujourd'hui caricaturée en une monstrueuse administration et un matricule impossible à retenir. Un ogre dévorant 500 milliards d'euros par an, un vampire saignant à mort l'entrepreneur et l'assuré social en prétendant le soigner.

Tant il en est pour penser ainsi. On se souvient d'avoir interrogé il y a quelques années une femme qui militait pour la fin de cette avanie collectiviste. La brave dame se voyait assez bien en résistante des temps modernes, luttant contre l'oppression d'une institution totalitaire et bolchevique. Elle refusait de verser ses cotisations à l'organisme public et avait souscrit une assurance privée et individuelle en Angleterre. Chiffres à l'appui, elle détaillait les formidables économies qu'elle réalisait ainsi. Oubliant juste de préciser que ses enfants étaient, eux, inscrits à la Sécurité sociale, sous le régime de son ex-conjoint... Poujadisme, quand tu nous tiens.

Bain de jouvence

On se rappelle également ce cordonnier rencontré dans le Morvan. Il se lamentait avec humour d'être tondu par le RSI, le régime social des indépendants. *« Moi, je leur ai dit : "Eh, faut m'en laisser un peu !" »* Et, de fait, le RSI, la CSG et ces autres sigles abscons cachent des bureaux d'octroi qui n'y vont pas toujours de main morte.

Et que dire de ce sentiment partagé par tant de malades de n'être réduits qu'à un lit qu'on occupe indûment, à une table d'opération qu'on usurpe, à un médicament qu'on vole, bref à un coût pour la société. La Sécurité sociale, c'est aussi ça. Il serait imbécile de le nier, tout comme il serait imbécile de nier les abus. La Sécu est malade, souffreteuse à l'orée de ses 70 ans, qui dira le contraire ?

Pour se refaire une santé, rien ne vaut donc l'Histoire. Un documentaire invite à nous y replonger, comme dans un bain de jouvence. Il sort en salles, ce mercredi 9 novembre, et s'appelle *La Sociale*, de Gilles Perret.

Son auteur avait organisé une avant-première au printemps, quand les rues de Paris résonnaient des manifestations contre la loi travail. Fait d'aller-retour entre hier et aujourd'hui, cette ode à la Sécu réincarne les grandes figures qui la fondèrent et moque à l'occasion des successeurs bien ignorants du précieux héritage qu'ils gèrent.

De ce film, Jacques Mandelbaum fera dans les jours à venir une critique plus inspirée que nous ne saurions le faire. Disons juste que *La Sociale* est d'un militantisme totalement assumé, d'un manichéisme parfois pesant. Mais Gilles Perret a l'immense don de combattre la plus grave des maladies : l'oubli. ■

BENOÎT HOPQUIN

Libération

CHRONIQUE AUX PETITS SOINS

Ambroise Croizat, père de la Sécu, à l'honneur dans un film

Par Eric Favereau — 7 novembre 2016 à 16:30

Ambroise Croizat, ministre du Travail et de la Sécurité sociale (deuxième à gauche), l'un des fondateurs de la Sécu, lors du Congrès pour l'Organisation de la Sécurité sociale, le 22 février 1947, au Pare des expositions de la Porte de Versailles, à Paris. Photo AFP

Le documentaire «la Sociale» de Gilles Perret souligne le rôle du ministre de Travail de 1945 à 1947 dans la mise en place, conjointement avec Pierre Laroque, de l'assurance maladie.

Ambroise Croizat, qui connaît encore ce nom ? Ces dernières semaines, on a vaguement entendu parler d'une association qui s'appelle Ambroise Croizat, tenue par la CGT et qui gère entre autres la maternité des Bluets à Paris. Mais autrement, ce patronyme a peu à peu disparu de notre histoire sociale. Et ce n'est pas le moindre des mérites de ce documentaire, baptisée *la Sociale*, qui sort ce mercredi dans les salles de cinéma, que de redonner vie à ce personnage, militant historique du Parti communiste et de la CGT, et qui a eu un rôle essentiel dans la création de la Sécurité sociale en 1945.

L'histoire est injuste. Lorsqu'on parle de la naissance de l'assurance maladie, on évoque aussitôt le général de Gaulle, et Pierre Laroque, haut fonctionnaire qui mit en forme l'architecture de notre système de couverture maladie. Et ce dernier n'est pas passé dans le trou de l'histoire ; un peu partout, comme au ministère de la Santé, il y a des salles Laroque, des séminaires et autres conférences à son nom. Mais pour Ambroise Croizat, c'est donc le trou noir. Et même à l'Ecole nationale supérieure de la Sécurité sociale, qui forme les futurs dirigeants, rares sont ceux qui le connaissent.

«Rapport de forces»

Et pourtant, quelle belle histoire ! *«Vivre sans l'angoisse du lendemain, de la maladie ou de l'accident de travail, en cotisant selon ses moyens et en recevant selon ses besoins.»* Tels étaient les principes qui allaient forger la Sécu. Dans un documentaire engagé, le réalisateur, Gilles Perret, redonne vie à ces principes avec en fil rouge le témoignage d'un des derniers «poilus» de l'époque, Jolfred Fregonara (décédé en août). *«Je voulais faire un film positif. Aujourd'hui on grogne sans cesse, on dit que tout va mal, mais le film montre que quand on se met tous ensemble, on arrive à créer de la solidarité et un rapport de forces»*, défend le réalisateur.

Après les affres de la guerre, un projet pour «une société juste et solidaire» est en effet inscrit dans le programme du Conseil national de la Résistance, le CNR, qui rassemble communistes, chrétiens-démocrates, gaullistes, socialistes. En quelques mois, toute l'architecture va se mettre en place, avec un pouvoir réel donné aux salariés. On ne parle pas encore d'usagers de la santé, mais il y a un enthousiasme peu banal, et une solidarité qui s'impose à tous. Le regard malicieux, Jolfred Fregonara, ex-ouvrier métallurgiste, raconte comment, en 1946, il a reçu les consignes du ministre du Travail, Ambroise Croizat, pour mettre en œuvre la caisse de Haute-Savoie.

Logique financière

A voir ce documentaire, ce fut un combat joyeux dans lequel Ambroise Croizat est central. On l'a oublié, mais à sa mort en 1951, à 50 ans, *«il a eu un enterrement à la Victor Hugo»,* raconte le sociologue Bernard Friot. On découvre le parcours de Croizat, ouvrier métallurgiste cégétiste qui proclame que *«la retraite ne doit plus être l'antichambre de la mort, mais une nouvelle étape de la vie»*. Reprenant le flambeau de son père, organisateur, au début du XXe siècle, de la première grande grève pour la protection sociale, Ambroise Croizat est élu député communiste de Paris pendant le Front populaire, avant d'être incarcéré et envoyé pendant deux ans au bagne d'Alger au début de la guerre. Au lendemain de la guerre, nommé ministre du Travail, il va construire avec Pierre Laroque la Sécu.

C'est une histoire politique. *«Quand ils ont créé la Sécu en 1945, la seule question qu'ils ne se sont pas posés c'est combien ça allait coûter. On estimait que c'était trop important d'avoir accès à la santé et des retraites décentes»,* constate Gilles Perret. Plus de soixante ans plus tard, quand on parle de la Sécu, c'est pour évoquer le trou, la lourdeur bureaucratique, bref une sorte de machine folle… Mises bout à bout, les dépenses de prestations sociales 2015 culminent, il est vrai, à 476,6 milliards d'euros, somme vertigineuse largement supérieure à l'ensemble du budget de l'Etat.

Paradoxalement, ce documentaire sort le jour d'une grève des infirmières et des personnels de santé, qui se sentent avalés dans une logique financière, une logique si forte qu'elle leur fait oublier le sens même de leur travail. Que dirait, aujourd'hui, Ambroise Croizat, qui se battait, lui, pour un discours politique sur la santé ? Et que dirait-il devant la situation cocasse de la Clinique des Bluets (dont il porte le nom) qui doit réduire de moitié son activité obstétricale pour cause d'un conflit d'un autre âge entre la CGT, propriétaire du lieu, et le personnel, qui veut simplement travailler correctement ? ◄►

Politis

L'épopée de la Sécu

CINÉMA

Dans *La Sociale*, Gilles Perret rend un bel hommage à Ambroise Croizat, qui fut l'un des fondateurs de notre système de protection sociale. Un documentaire entre passé et présent.

Jean-Claude Renard

Épisode 1 : conçue comme un service public et indépendant de l'État, directement géré par les assurés eux-mêmes, la Sécurité sociale se fonde entre deux ordonnances et trois lois. Il s'agit d'un réseau coordonné de caisses se substituant à plusieurs centaines d'organismes, visant les risques maladie, maternité, invalidité, vieillesse et décès, s'étendant aux allocations familiales et concernant l'ensemble de la population. Son financement repose sur les cotisations.

Épisode 2 : dans les années 1960, on assiste à une prise en main de l'institution par l'État. Peu à peu, les conseils d'administration vont laisser plus de place aux patrons.

Épisode 3 : la dimension économique s'impose à partir des années 1980, les attaques libérales se succèdent (CSG, CRDS), dans une stratégie gestionnaire qui ne laisse guère d'espace à la solidarité imaginée initialement.

La Sociale, de Gilles Perret, 1 h 25.

Initialement, justement, cette entreprise, esquissée par le Conseil national de la Résistance (CNR), est portée par un homme, au lendemain de la guerre, en 1946. Qui le sait, qui s'en souvient ? Relatant la naissance et l'essor de la Sécurité sociale, Gilles Perret aurait pu céder à l'austérité des chiffres, des décrets et des lois. Il y échappe en donnant un visage à ce qui se révèle une épopée, celui d'une figure oubliée de l'histoire sociale, effacée de l'histoire officielle : Ambroise Croizat (1901-1951). Et c'est depuis une usine de métallurgie en pleine activité, au cœur de la vallée de la Tarentaise, en Savoie, là où a grandi ce fils d'ouvrier, dans le bruit infernal des machines, la sueur des ouvriers et l'incandescence de la matière, que le réalisateur ouvre son documentaire, revenant aux sources de la Sécurité sociale, opérant *de facto* un lien direct avec notre quotidien, un aller-retour entre passé et présent, véritable parti pris formel et narratif de *La Sociale*.

Des types comme Ambroise Croizat, il n'y en a pas des bottes. C'est un engagement syndical auprès de la CGT quand il est d'abord ajusteur, une adhésion au Parti communiste, un statut de député, une condamnation aux travaux forcés dans un bagne algérois pour avoir soutenu le pacte germano-soviétique, la CGT clandestine, puis le CNR et le ministère du Travail, l'application de la Sécu, avec l'appui de la CGT, en seulement six mois, démontrant *« la capacité de pouvoir du mouvement ouvrier »*.

Il y a chez cet homme une urgence que laisse deviner le réalisateur des *Jours heureux* (2014), cette urgence, ou cette volonté de justice, de sortir de la peur de la maladie, de l'accident, du lendemain. Redoublant l'incarnation plutôt que de recourir à la voix off, au commentaire, c'est à Jolfred Fregonara de réanimer cette figure, lui-même inscrit à la CGT en 1936, chef d'orchestre de la mise en place de la Sécu en Haute-Savoie en 1946 (et décédé en août dernier). *« On était les rois, on était des travailleurs, on savait ce qu'on voulait, la Sécu, c'était pour nous ! »*

Aux propos des historiens et des sociologues (Colette Bec, Bernard Friot, Frédéric Pierru notamment), sobres et face caméra, relatant un pan de cette aventure sociale, plurielle, collective et individuelle, rapportant *« cette bataille pour la dignité, le droit à la santé et à la vie »*, selon l'historien Michel Etiévent, loin de la charité mais poussée vers la solidarité, Gilles Perret ajoute des images actuelles tournées sous la verrière de la Bourse du travail, d'autres au ministère du Travail, des photographies et des images d'archives rares, en noir et blanc, des actualités d'époque. Des images extraordinaires de labeur, de chantier, d'usine, de mobilisations et de manifestations traduisant tous les combats de mutuelles, de syndicats, de corporations.

Sans lyrisme mièvre, Gilles Perret rend ainsi à Croizat ce qui appartient à Croizat, qui meurt d'épuisement à l'âge de 51 ans. Un million de personnes assisteront à son enterrement. Il y avait pour lui, en effet, urgence à bouleverser la société française, avant qu'il ne soit trop tard, peut-être. Sans doute se souvenait-il, avec hantise, que dans les années 1920, des initiatives ouvrières créaient des sociétés de secours mutuel. Des initiatives que les patrons percevaient mal, y voyant une subversion et menaçant déjà de délocaliser leurs entreprises dans les colonies. C'était il y a quatre-vingt-dix ans. On se croirait presque dans les années 2010. C'est toute l'actualité du film de Gilles Perret.

Ambroise Croizat (au centre) au Congrès pour l'organisation de la Sécurité sociale, le 22 février 1947.

AFP

actualités sociales hebdomadaires
www.ash.tm.fr
ASH

cinéma

Utopiste du réel

DR

Ambroise Croizat naît en 1901 dans une famille ouvrière métallurgiste savoyarde. Devenu lui-même très jeune ajusteur de pièces mécaniques, il adhère à la CGT, puis à la SFIO. A 17 ans, il anime les grandes grèves de la métallurgie lyonnaise avant de devenir, à 26 ans, secrétaire de la fédération des métaux CGTU Confédération générale du travail unitaire). Il participe ensuite à l'aventure du Front populaire et devient député du Parti communiste dans le XIVe arrondissement de Paris. Sur les bancs de l'Assemblée nationale, il impose la première loi sur les conventions collectives. Cet homme, qui fut incarcéré dans le bagne d'Alger entre 1939 et 1943 pour avoir soutenu le pacte germano-soviétique, est aussi à l'origine de l'ordonnance d'octobre 1945 instituant la Sécurité sociale. Nommé ministre du Travail du gouvernement « de Gaulle » en novembre 1945, il passera deux années à bâtir ce système dont la paternité est souvent attribuée à Pierre Laroque. *« Je sais tout ce que je lui dois : la Sécurité sociale, ce n'est rien que le droit de vivre,* insiste Michel Etiévent, historien et biographe d'Ambroise Croizat. *Grâce à lui, des millions de Français en ont fini avec les angoisses du lendemain. Il a aussi mis en place les comités d'entreprise, la médecine du travail, le doublement des allocations familiales... »* Le film *La sociale*, qui retrace l'histoire de la Sécurité sociale jusqu'à aujourd'hui, réhabilite cette figure oubliée, *« quasiment absente des livres d'histoire »*, pointe le réalisateur Gilles Perret. Il a rencontré des sociologues, des médecins, des économistes pour raconter cette « utopie réelle ». Sans noyer le documentaire dans une masse d'informations, ceux-ci racontent comment la « Sécu » a pu devenir possible, ses principes de base, son évolution, son fameux « trou », son avenir. Le documentariste n'oublie pas de donner la parole à ses détracteurs, militants de la privatisation. Gilles Perret a eu du mal à trouver des financements pour réaliser un film sur un tel sujet : *« J'ai senti un désintérêt total pour la question de la part des diffuseurs. »* Pourtant, rappelle-t-il, *« la Sécurité sociale concerne 65 millions de Français, elle nous accompagne tout au long de notre vie, elle l'a considérablement améliorée et son budget équivaut à une fois et demie le budget de l'Etat ! »* É. V.

La sociale
Gilles Perret – 1h24 – En salles le 9 novembre – Pour organiser des soirées-débats ou se procurer un dossier pédagogique : www.lasociale.fr

l'Humanité
LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

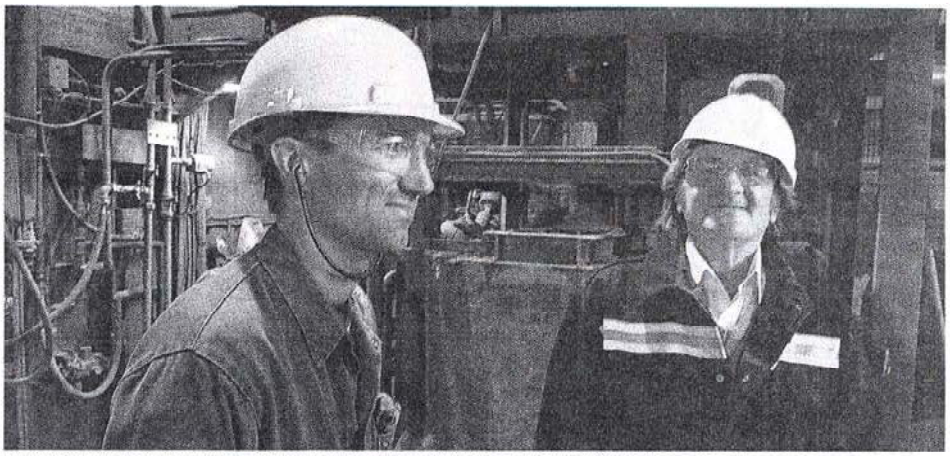
Culture&Savoirs

DOCUMENTAIRE

La Sécu, le film qui se bat pour la garder

La Sécurité sociale a 70 ans et fait le quotidien de chacun, pourtant son histoire est mal connue quand elle n'est pas l'objet d'un véritable révisionnisme. Le cinéaste Gilles Perret en restitue le sens et les valeurs issus du Comité national de la Résistance. Œuvre utile.

LA SOCIALE,
de Gilles Perret.
France, 1 h 24.



L'USINE MÉTALLURGIQUE DE LA LÉCHÈRE (SAVOIE). DANS LE FILM DE GILLES PERRET, MICHEL ETIÉVENT, BIOGRAPHE D'AMBROISE CROIZAT, RACONTE LA VIE D'AVANT LA SÉCURITÉ SOCIALE, LA PEUR DE LA MALADIE OU DE L'ACCIDENT. PHOTO ROUGE PRODUCTIONS

Un nonagénaire souriant emprunte en voiture une route qui épouse les rives d'un lac. On le sent habitué du trajet. Jolfred Frégonara est selon ses termes *« un des derniers poilus de la Sécu »*. Un piano doux, les feuillages qui ondoient sur le pare-brise accompagnent son récit. L'homme est né en 1919 dans une famille athée. *« Papa était un socialiste révolutionnaire. »* Alors, dès la sortie de l'école de mécanique, direction la Bourse du travail, l'adhésion à la CGT. Défilent en quelques phrases le Front populaire, la guerre qui le contraint à fuir le STO. Il finit par gagner la Haute-Savoie où il intègre une unité combattante de FTP. Nous voici face à une photo à l'émouvant noir et blanc devant laquelle on s'attarde du regard. C'est le 6 septembre 1944, les syndicalistes CGT de la métallurgie d'Annemasse. Un jeune Jolfred y figure qui, deux ans plus tard, en deviendra le secrétaire général et adhérera au PCF. Images précieuses de celui qui nous quittait en août dernier.

Le témoignage rare et riche d'enseignement de Liliane Croizat

Dans son film précédent, *les Jours heureux*, Gilles Perret revenait sur le programme du Comité national de la Résistance et les ordonnances de 1945 et 1946 qui sont encore au cœur du système social français. L'histoire de la Sécurité sociale reste pourtant largement méconnue quand elle n'est pas l'objet d'un véritable révisionnisme ainsi que *la Sociale* s'emploie à le démontrer. À commencer par celui qui en fut le fondateur, le ministre communiste Ambroise Croizat. Afin de le faire revivre, Gilles Perret convoque l'écrivain et historien Michel Etiévent, d'abord posté au seuil de l'usine métallurgique de La Léchère. Au milieu de la fournaise, les ouvriers en scaphandres accomplissent une geste risquée, comme couverts d'or par les hautes flammes. En sombre contrepoint, Michel Etiévent raconte la vie d'avant la Sécurité sociale. Une existence dans la peur de la maladie, de l'accident qui, à tout instant, pouvaient en briser les fils. La retraite en antichambre de la mort. Lui-même fils d'une femme de ménage qui avait à charge huit enfants, Michel Etiévent rend à Croizat ce qu'il sait lui devoir. Les vacances, le doublement des allocations, puis l'accès aux livres du comité d'entreprise, les bourses scolaires et enfin l'université. *« Croizat*, affirme-t-il, *c'est le droit de vivre. »* Tout son itinéraire sera ressuscité avec le témoignage de sa fille Liliane Croizat.

> **« Croizat, c'est le droit de vivre. »**
> MICHEL ETIÉVENT
> ÉCRIVAIN ET HISTORIEN

Organiser rationnellement une société juste et solidaire

Au sortir de la guerre, la tâche est colossale. Conformément au programme du CNR, le texte instituant le cadre général de la Sécurité sociale est certes adopté, un ministre communiste nommé par le gouvernement du général de Gaulle pour l'appliquer. La CGT a compris l'enjeu. Il s'agit d'organiser en quelques mois un système complet assurant le versement des cotisations « patronales » et le service des prestations dues aux allocataires dans les trois branches : maladie, famille, retraite. Les besoins sociaux sont considérables. Le patronat en grande partie sali dans la collaboration relève la tête. L'Église craint de perdre l'influence qu'elle exerce par le biais de ses associations caritatives. Des caisses de secours locales rechignent. La CFTC fait un pas de côté. À l'instar de Jolfred Frégonara, des syndicalistes CGT travaillent d'arrache-pied dans tous les départements pour bâtir cet immense édifice dans un pays ruiné. Frégo, comme tous le surnomment, restitue inlassablement les rôles respectifs des milliers de militants, d'Ambroise Croizat, du directeur de la Sécurité sociale, haut fonctionnaire gaulliste, Pierre Laroque. Seul ce dernier patronyme baptise l'amphithéâtre de l'École nationale de la Sécurité sociale à Saint-Étienne. Nulle trace de Croizat. À Paris, au ministère du Travail, François Rebsamen, titulaire au moment du tournage, s'énerve à la mention de Croizat et quitte son bureau au pas de l'arrogance à front bas.

Depuis 1946, la Sécurité sociale aura connu nombre d'attaques. Gilles Perret en retrace les grands axes. Il souligne d'une part le fameux *« trou »* qui révèle le refus patronal des cotisations. De l'autre, les appétits de l'assurance privée qui entend *« gérer les risques »* en lieu et place de la Sécu. Le cinéaste convoque historiens et sociologues à l'appui de son système profondément humaniste et efficient. Anne Gervais, hépatologue à l'hôpital Bichat, le démontre au vif des patients. Archives et actualités, actualités et archives... selon Ambroise Croizat, il fallait organiser rationnellement une société juste et solidaire. Pas de liberté sans protection. Pas d'égalité sans solidarité. ■

DOMINIQUE WIDEHANN

VOIR L'ENTRETIEN EN VIDÉO SUR **L'HUMANITÉ.FR**

Alors que *la Sociale* sort en salle son réalisateur, Gilles Perret, insiste sur l'importance de raconter l'histoire oubliée de la Sécurité sociale, de rendre hommage à son vrai fondateur, Ambroise Croizat, et de réhabiliter cette institution efficace et progressiste.

La Sécu, une aventure

Histoire

Avec « La Sociale », Gilles Perret reprend l'aventure de la Sécu, de sa création jusqu'à nos jours, comme il nous raconterait une histoire. Avec témoignages, images d'archives et pédagogie.

Véronique Lacoste-Mettey
veronique.mettey@centrefrance.com

DOCUMENTAIRE. L'histoire de la Sécurité sociale comme on l'a rarement entendue. PHOTO ROUGE PRODUCTIONS

L'histoire de *La Sociale* commence avec « l'un des derniers poilus de la Sécu ». Jolfred Fregonara est né en 1919. Bon pied bon œil, le nonagénaire se rappelle ses jeunes années quand, en Haute-Savoie, ce fils de « socialiste révolutionnaire » fut chargé de la mise en place des caisses de Sécurité sociale en 1946 ; cette « grande bataille pour la santé, la vie, la dignité », selon l'historien Michel Etievent. Dans son douzième documentaire, Gilles Perret, à qui l'on doit aussi *Les Jours heureux*, sur le Conseil national de la Résistance (CNR), fait d'un sujet ardu un thème de société. Il raconte l'histoire de ces hommes et de ces femmes qui se sont battus pour « organiser, rationnellement, une société plus juste et solidaire ». Avec cette devise de départ : « On reçoit selon ses besoins ; on cotise selon ses moyens ». Il remonte avant la Deuxième guerre mondiale, rappelle la peur de l'accident du travail, de la maladie… Plus politiquement, il rappelle le combat de ceux, souvent issus du Front populaire, qui rêvaient d'une société plus juste et que l'on prenait pour des agitateurs, des ennemis du régime… Le cinéaste a su trouver les bons interlocuteurs, à l'image de Michel Etievent, qui est aussi biographe du ministre du Travail d'alors, Ambroise Croizat, le père de la Sécurité sociale en 1945, encore injustement méconnu. « La Sécu, c'est le droit de vivre, rappelle l'historien ; en finir avec les angoisses du lendemain ». C'est aussi faire en sorte que « la retraite ne soit plus l'antichambre de la mort » (*). C'est, selon les termes de Michel Etievent, la possibilité de « sortir de la misère qui règne dans les pages de *Germinal* » encore dans les années 30-40. Le réalisateur présente la Sécurité d'hier, son élan post-Deuxième guerre mondiale. Il parle d'elle au présent et de ce qu'elle pourrait devenir. Elle se résume souvent au fameux « trou de la Sécu ». D'aucuns préfèrent parler plus justement de « déficit »… La Sociale, c'est la vie de chacun de nous…

(*) Elle prend en charge l'assurance-maladie, les retraites, les allocations familiales, les accidents du travail.

La Sociale. Documentaire de Gilles Perret. France (1 h 24).

LA MONTAGNE 09 NOV 2016

FILM

La Sociale, vive la Sécu !

Le film de Gilles Perret est bouclé ! Il sortira en salle le 9 novembre 2016. Le réalisateur poursuit l'exploration des grandes conquêtes sociales, après *Les jours heureux* consacré au programme du CNR. Voici un film sur la Sécurité sociale qui soulève des questions d'actualités.

La sociale, vive la Sécu ! *Le nouveau film de Gilles Perret, sortie en salle le 9 novembre.*

Nous connaissons mal cette histoire et pourtant elle bénéficie à 60 millions de français ! Cette aventure prodigieuse à laquelle la Cgt a contribué de façon décisive et qu'elle défend depuis. Car, dès sa création, le patronat et les gouvernements successifs n'ont cessé de la combattre et de réduire le rôle de la Cgt dans sa gestion.

Dignité retrouvée

« Une fois instituée en 1946, il fallait la faire vivre dans un pays dévasté par la guerre et le temps pressait. Il fallait ouvrir un peu partout des bureaux de la Sécurité sociale (...) et tout à coup les gens retrouvaient ce qui leur manquait : la dignité » Michel Etievent, historien.
La Sécurité sociale a été mise en place par la Cgt en six mois. Ce qui se joue en 1946, c'est la capacité du mouvement ouvrier à gérer un budget supérieur à celui de l'État. C'est précisément ce que ne voulait pas le patronat, cela lui était insupportable. Ce qui fait dire à Bernard Friot, économiste et historien de la Sécurité sociale, que « le problème du patronat et des classes dirigeantes ce ne sont pas les sous, mais le pouvoir ».

Ambroise Croizat, l'innovateur social

Ambroise Croizat, ouvrier à 13 ans, secrétaire de la fédération CGTU de la métallurgie en 1928, a produit une innovation proprement révolutionnaire : il a mis en place un régime général de couverture sociale et en a confié la gestion aux salariés. La collecte des cotisations ne dépendait ni du patronat, ni de l'État mais, d'une caisse gérée par les représentants des salariés. C'est ce qui ne lui sera jamais pardonné au point de tenter de nier sa paternité dans la création de la Sécurité Sociale.

La Sécurité Sociale dans la société

« Peu à peu on voit la dimension politique de la Sécurité sociale se réduire, on ne débat plus de la place de la Sécurité sociale dans la société mais dans l'économie (...) la question que l'on devrait se poser c'est ce que doit être la Sécurité sociale dans notre société actuelle », déclare Colette Bec, sociologue. C'est aussi l'ambition du film de Gilles Perret. À voir absolument. ■

Pascal Santoni

Gilles Perret recueille ici le témoignage de Joffred Fregonara qui, en 1946, a participé, en Haute-Savoie, à la mise en œuvre des ordonnances signées par Ambroise Croizat.